

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES SOUBERCAZE

8 chemin de Coustey
64260 Rébenacq

Références : ED/UbD40-64B/D2026

Code AIOT : 0005204708

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement CARRIERES SOUBERCAZE implanté 8 chemin de Coustey 64260 Rebenacq. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES SOUBERCAZE
- 8 chemin de Coustey 64260 Rebenacq
- Code AIOT : 0005204708
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières Soubercaze dispose d'une autorisation pour l'exploitation d'une activité de traitement des matériaux issus de la carrière, d'un stockage des produits explosifs et de différents locaux pour la maintenance, les bureaux et le personnel. Au titre des ICPE, ces installations bénéficient des décisions préfectorales suivantes :

- courrier du 19 novembre 1981 donnant bénéfice de l'antériorité aux installations de traite-

- ment (déclaration) ;
- courrier du 12 mai 1995 donnant le bénéfice de l'antériorité aux installations de traitement (autorisation) ;
- Arrêté préfectoral n° 2003-157-1 du 6 juin 2003 relatif aux trois dépôts de 100 kg d'explosifs chacun et au dépôt de 2 500 détonateurs ;
- Récépissé du 3 novembre 2015, pour le bénéfice de l'antériorité des rubriques :
 - 2515-1b, soumise à enregistrement ;
 - 4220-2, des dépôts d'explosifs soumis à enregistrement.

À ce jour, les activités autorisées pour cette partie de l'établissement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant a) Supérieure à 200 kW	P = 486 kW	Enregistrement
4220-2	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 500 kg.	Q = 302,5 kg	Enregistrement
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 tonnes.	Q = 12 tonnes	Non classé
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, ... Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total.	V < 100 m ³	Non classé
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes.	Q = 0,05 tonnes	Non classé
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg.	Q = 4,4 kg	Non classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Enregistrement et prescriptions complémentaires	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la configuration du site et les modifications sollicitées pour instruire le porter à connaissance déposé le 20 janvier 2026.

Il apparaît ainsi que cette demande doit être complétée par plusieurs documents permettant de proposer des prescriptions techniques adaptées pour encadrer ces modifications des conditions d'exploitation de cette plateforme technique associée à la carrière de calcaire adjacente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement et prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tout transfert d'une installation soumise à enregistrement sur un autre emplacement nécessite un nouvel enregistrement.</p> <p>II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p> <p>III. - Les nouveaux enregistrements prévus aux I et II sont soumis aux mêmes formalités que les demandes initiales.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'évolution de l'usage de la plateforme technique, a nécessité de modifier l'implantation des dépôts d'explosifs et de réduire la quantité des détonateurs pour répondre aux obligations de protection des salariés des zones d'effets en cas d'explosion de ces dépôts.</p> <p>De plus, afin d'améliorer la valorisation du gisement et de rénover une partie du matériel de criblage et de concassage, l'exploitant a modifié la partie primaire de son installation de traitement.</p> <p>Ces modifications, ainsi que l'autorisation d'accueil de déchets inertes sur la carrière, ont également nécessité de revoir les conditions de stockage sur la plateforme.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant a déposé le 20 janvier 2026, un dossier de porter à connaissance</p>

permettant d'évaluer la nature et la portée de ces modifications.

S'agissant d'une ancienne plateforme bénéficiant de l'antériorité des rubriques, le dossier de porter à connaissance permettra de reprendre l'historique des différents actes réglementant celle-ci, en un seul acte administratif au titre des ICPE. Cet acte nécessite d'avoir quelques précisions qui n'apparaissent pas dans le porter à connaissance et n'ont pu être levées lors de l'inspection :

- Le périmètre de la plateforme et des installations annexes doit être clairement défini
- les équipements de rétentions des eaux polluées doivent être définis
- l'absence de récolement aux prescriptions des arrêtés ministériels du :
 - 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220
 - 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515
 - 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments suivants à l'inspection des installations classées :

- un plan parcellaire du périmètre de la plateforme technique avec ses accès (ce plan permettra de visualiser également les limites avec le périmètre de la carrière)
- un tableau des parcelles, des surfaces et des usages relatifs au périmètre de la plateforme
- un plan des installations permettant de visualiser les surfaces de stockages, les installations de traitement, les stockages de produits explosifs, les stockages de produits polluants, les locaux administratifs recevant du public, les locaux sociaux, les ouvrages de rétention, de collecte et de traitement des eaux
- Le récolement justifiant du respect des prescriptions des prescriptions générales prescrites par les arrêtés ministériels du :
 - 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220
 - 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515
 - 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois